

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1658

8 juin 2016

### SOMMAIRE

Cap Consultants International S.à r.l. ....	79549	Pearl Fittings Holding S.à.r.l. ....	79543
Cape North S.A. ....	79548	Poinsettia Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	79564
Carrelages Wedekind S.A. ....	79549	Pommeroy S.à r.l. ....	79545
Cityhold Peak S.à r.l. ....	79584	Protection International S.à r.l. ....	79543
CLSec 7 Lux S.à r.l. ....	79578	Rentainer S.A. ....	79544
Coca-Cola Beverages Asia Holdings Sàrl ....	79549	Restaurant La Cellula S.A. ....	79543
De Beers ....	79584	Restaurant La Gamba Sàrl ....	79544
Domange Participations S.A. ....	79540	RMD International S.à r.l. ....	79547
Dorel Luxembourg ....	79538	Schroeder & Associés ....	79547
Eastpark S.à r.l. ....	79541	Security Storage S. à r. l. ....	79546
Etoile Développement I S.A. ....	79539	Security Storage S.à r.l. et Cie SECS ....	79547
Etoile Développements II S.A. ....	79539	Shire Luxembourg Intellectual Property S.à r.l. ....	79545
Euro Asia Consumer Fund II ....	79550	Sisteer International Holdings S.à r.l. ....	79546
Fairfield 1 S.à r.l. ....	79539	SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. ....	79547
Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF ....	79539	Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEA- SE ....	79546
Fairview HoldCo S.à r.l. ....	79540	Sogerom S.A. ....	79546
FIP (Luxembourg) S.A. ....	79538	SolaireHolding Ghana S.A. ....	79548
First Data International Luxembourg II S.à r.l. .....	79540	Streff - Data Protection Services (PSF) s.à r.l. .....	79548
Fondation André et Henriette Losch ....	79582	TFL Luxembourg Holdings S.C.A. ....	79542
Fondation Hôpitaux Robert Schuman ....	79538	TMC S.A. ....	79542
Fundo ....	79541	TN International S.à r.l. ....	79542
Medusa Capital S.A. ....	79544	Unionkey S.A. ....	79541
OCM Luxembourg ECS S.à r.l. ....	79545		
OTR 2 S.à r.l. ....	79542		
Patri ....	79543		

**Fondation Hôpitaux Robert Schuman, Fondation.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 9, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg G 86.

---

*Résolutions prises par le conseil d'administration lors de sa réunion du 11 mars 2016*

Le Conseil d'administration a coopté, avec effet au 11 mars 2016, Madame Marie-Josée Jacobs, demeurant à L-1150 Luxembourg, 247, route d'Arlon.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016088385/13.

(160056845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**FIP (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11B, avenue de la Porte Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 79.252.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 29 juin 2015 à 11 heures*

Délibérations

*Troisième résolution*

Le mandat des Administrateurs suivants sont prorogés jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018:

INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS S.A.

11b, Avenue de la Porte-Neuve L-2227 Luxembourg.

Nouvelle adresse à partir du 1/8/2014

FINANCIAL INTELLIGENCE & PROCESSING S.A.

364, Bld Lambermont B-1030 Bruxelles (Belgique)

Monsieur HURNER, Marc

10, quai de la Poste, CH-1204 Genève (Suisse)

Le mandat d'Administrateur Délégué de monsieur Marc HURNER, 10, quai de la Poste, CH-1204 Genève (Suisse) est prorogé prorogés jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

Le mandat du Commissaire aux Comptes Van Cauter - Snauwaert & Co SARL, 80 rue des Romains, L-8041 Strassen n'est pas reconduit.

La société FIP International S.A., 10 quai de la Poste CH-1204 Genève est nommée Commissaire aux Comptes jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures 30. Le Secrétaire lit le procès-verbal de la séance lequel est signé par les Membres du Bureau et par les Actionnaires ou Mandataires qui en expriment le désir.

Référence de publication: 2016088382/28.

(160056262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Dorel Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.196.505,05.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 152.110.

---

La Société prend acte que l'adresse de Monsieur Marc CHONG KAN, gérant de la Société, est désormais la suivante:  
9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 04 avril 2016.

Référence de publication: 2016088321/13.

(160056348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Etoile Développements II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 124.696.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 31 mars 2016 la décision de révoquer M. Christophe Clamageran en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016088362/12.

(160056622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

**Fairfield 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 78.752,60.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 185.390.

Veillez prendre note du changement suivant:

L'associé Omar SHAFI KHAN a désormais son adresse professionnelle au South Lodge, Simonscales Lane, Cocker-mouth, Cumbria CA13 9FB, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fairfield 1 S. à r.l.

Jacob Mudde

*Gérant A*

Référence de publication: 2016088365/15.

(160056343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

**Etoile Développement I S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 124.558.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 31 mars 2016 la décision de révoquer M. Christophe Clamageran en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016088361/12.

(160056373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

**Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 171.540.

*Dépôt rectificatif du dépôt L140228133 du 22/12/2014*

Le conseil d'administration a pris note de la démission de M. Matthew SPEH en tant qu'administrateur de la société avec effet au 23 mai 2014 lors de la réunion du conseil d'administration, et non lors de l'assemblée générale statutaire, du 4 décembre 2014.

Extrait certifié sincère et conforme

*Pour FAIRTRADE ACCESS FUND S.A., SICAV-SIF*

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2016088366/15.

(160056211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

**Fairview HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 134.343.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 30 mars 2016, a décidé, avec effet immédiat:

1 d'accepter la démission de Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer en tant que gérants de la Société

2 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur John David Sutherland, demeurant professionnellement 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg

- Monsieur Andreas Neugebauer, demeurant professionnellement 157, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange, Grand-Duché de Luxembourg

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

John David Sutherland, gérant

Andreas Neugebauer, gérant

Heiko Dimmerling, gérant

Mats Eklund, gérant

Antonis Tzanetis, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Fairview Holdco S.à r.l.*

Référence de publication: 2016088367/24.

(160056236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**First Data International Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 129.169.375,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 132.175.

Il est porté à la connaissance des tiers que la dénomination sociale et la forme juridique de l'associé unique de la Société ont changé. La dénomination sociale est désormais First Data International LLC et sa forme juridique est désormais une société à responsabilité limitée.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016088370/15.

(160056657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Domange Participations S.A., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 156.965.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 28 août 2015*

L'assemblée prend acte et accepte la démission de FIDUO de son poste de commissaire aux comptes et nomme en remplacement AUDITEURS ASSOCIES, société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B93937.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes ainsi nommé viendra à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016088336/15.

(160056153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Eastpark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.925.

## EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 30 mars 2016, ont décidé, avec effet immédiat:

1 d'accepter la démission de Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer en tant que gérants de la Société

2 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur John David Sutherland, demeurant professionnellement 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg

- Monsieur Andreas Neugebauer, demeurant professionnellement 157, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange, Grand-Duché de Luxembourg

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

John David Sutherland, gérant

Andreas Neugebauer, gérant

Heiko Dimmerling, gérant

Mats Eklund, gérant

Antonis Tzanetis, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Eastpark S.à r.l.*

Référence de publication: 2016088340/24.

(160056242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Fundo, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.368.

*Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 avril 2016*

L'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Nico THILL, Président

- Madame Lucienne ANDRING, Administrateur

- Monsieur Jacques GRIVEL, Administrateur

Leur mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2016.

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- ERNST & YOUNG

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016088391/18.

(160056496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Unionkey S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 73.828.

Le domicile de la société UNIONKEY S.A., R.C.S. Luxembourg B n° 73828, constituée le 28 décembre 1999 par devant Maître Jean-Joseph WAGNER, Notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C N° 268 du 08 avril 2000, établi au 17, rue Beaumont L - 1219 Luxembourg, a été dénoncé le 05 avril 2016.

Luxembourg, le 05 avril 2016.

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2016089188/12.

(160056994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**TFL Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 178.348.

En date du 12 décembre 2014 les associés de la Société ont pris acte des décisions suivantes:

- Démission de Philip Raygorodetsky de son poste de Commissaire avec effet au 12 décembre 2014;
- Démission de Russell Spieler de son poste de Commissaire avec effet au 12 décembre 2014;
- Démission de Scott Ziemke de son poste de Commissaire avec effet au 12 décembre 2014;
- Election de Deloitte Audit, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B67895, situé 560 Rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, Luxembourg, au poste de Commissaire, avec effet au 12 décembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016089176/15.

(160056987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**TMC S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 30.986,69.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 45.537.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 mars 2016 au siège social de la société*

L'assemblée a adopté les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

L'assemblée révoque Monsieur Markus Pieper en tant qu'administrateur et administrateur-délégué.

Suite à la révocation de Monsieur Markus Pieper, l'assemblée nomme en tant qu'administrateur et administrateur-délégué, Monsieur Klaus Pieper, né le 7 novembre 1941 à Labes (Allemagne), demeurant à Luxembourg (1466), 12, rue Jean Engling (Luxembourg), jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Référence de publication: 2016089183/14.

(160057207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**TN International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 185.359.

Suite à un changement d'adresse d'associé, il convient de modifier les informations suivantes pour:

- Hans Karl Erik Petersson, 44 Väbyvägen, SE - 372643 Bräkne-Hoby par:

Hans Karl Erik Petersson, Dockgatan 27, SE - 211 12 Malmo (Sweden)

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016089184/13.

(160057186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**OTR 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 580.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.298.

Le siège social de l'associé et gérant OTR S. à r.l., a changé et est désormais au 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

Référence de publication: 2016089075/12.

(160057476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Pearl Fittings Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 120.321.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

La liquidation volontaire de la société Pearl Fittings Holding S.à.r.l., décidée par acte du notaire Maître Karine Reuter en date du 21 septembre 2015, a été clôturée par résolutions signées en date du 25 mars 2016.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social d'Alter Domus Luxembourg S.à r.l. au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

Référence de publication: 2016089076/15.

(160057478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Protection International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 177.197.

Suite à un changement d'adresse d'associé, il convient de modifier les informations suivantes pour:

- Hans Karl Erik Petersson, 44 Väbyvägen, SE - 372643 Bräkne-Hoby par:

Hans Karl Erik Petersson, Dockgatan 27, SE - 211 12 Malmo (Sweden)

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016089082/13.

(160057184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Patri, Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 67.161.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 22 mars 2016, les actionnaires ont décidé de nommer Johan Van Biesbroeck, avec adresse au 16, Trolieberg, 3010 Kessel-Lo, Belgique, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016089084/13.

(160056991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Restaurant La Cellula S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3222 Bettembourg, 67-69, route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 86.546.

Par la présente, je soussigné Monsieur Nicolas HANSEN vous informe de ma décision de démissionner, avec effet immédiat, de mes fonctions d'Administrateur de la société anonyme RESTAURANT LA CELLULA S.A., constituée par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date 08 mars 2002, établie et ayant son siège social au 67-69 route de Dudelange, L-3222 Bettembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 86546.

Luxembourg, le 06 avril 2016.

Nicolas HANSEN.

Référence de publication: 2016089102/13.

(160057321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Rentainer S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 74.597.

Par la présente, la société RENTAINER SA fait part du changement d'adresse de l'administrateur ainsi que de l'administrateur-délégué à savoir Monsieur CHORUS Max. Sa nouvelle adresse se situe à D-54338 Schweich, 1, Langkarl.

*Pour la société RENTAINER SA*

Référence de publication: 2016089101/10.

(160056969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Restaurant La Gamba Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1880 Luxembourg, 51, rue Pierre Krier.

R.C.S. Luxembourg B 131.980.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2016*

*Première résolution*

L'associé décide d'accepter la démission de Monsieur Valdemar do Nascimento Paredes de son poste de gérant technique.

*Deuxième résolution*

L'associé unique Monsieur Elias Miguel Lino Paredes, demeurant à 3, rue de Luxembourg L-5314 Contern, est nommé gérant technique pour une durée indéterminée

*Troisième résolution*

L'associé donne son agrément à la cession par M. Valdemar DO NASCIMENTO PAREDES des 30 parts sociales de la société RESTAURANT LA GAMBA SARL à M. Elias Miguel LINO PAREDES.

Les parts sont ainsi détenues:

M. Elias Miguel LINO PAREDES: 100 parts

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour engager la société par sa seule signature.

ELIAS MIGUEL LINO PAREDES

*Gérant technique*

Référence de publication: 2016089103/21.

(160057209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Medusa Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 77.959.

**EXTRAIT**

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Madame Rika Mamdy, née le 4 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Jean-Bernard Zeimet.

- que Madame Rika Mamdy, née le 4 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Patrick Goldschmidt.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

*Pour Medusa Capital S.A.*

Référence de publication: 2016090258/20.

(160058524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---



**OCM Luxembourg ECS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 199.423.

Il est à noter que l'associé unique de la société OCM Luxembourg ECS S.à r.l. (Oaktree European Capital Solutions Fund, L.P.) a changé d'adresse. Elle sera désormais comme suit:

27 Hospital Road

George Town

Grand Cayman, KY1-9008

Iles Caïmanes

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 avril 2016.

Référence de publication: 2016089069/15.

(160057503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Pommeroy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 181.915.

*Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 mars 2016*

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de T.C.G. Gestion S.A. en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2016;

- d'accepter la démission de Dr. Oliver Bolzern en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2016;

- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet 31 mars 2016;

- d'attribuer une classe au mandat de gérance de Hermann Frings à savoir que Hermann Frings sera gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 mars 2016;

- de nommer Tony Whiteman, né le 24 mai 1969 à Hamilton, Nouvelle-Zélande, demeurant professionnellement au 39, rue de l'Europe, L-7225 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2016 et pour une durée illimitée;

Luxembourg, le 04 avril 2016.

Référence de publication: 2016089079/22.

(160057322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Shire Luxembourg Intellectual Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 24.551,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 145.964.

I. Lors du conseil de gérance tenu en date du 21 mars 2016, les gérants ont pris connaissance de la décision de la ville de Luxembourg de modifier le nom et le code postal de la rue Robert Stümper.

En conséquence, le siège social de la Société est au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

II. L'adresse professionnelle de Leonard de Waal, gérant de catégorie A, est désormais au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

III. Le siège social de l'associé Shire Intellectual Property Ireland Limited, Luxembourg Branch, est désormais au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

Référence de publication: 2016089118/17.

(160057483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Sisteer International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 170.197.

En date du 29 mars 2016, Monsieur Remco Polderman, au poste de gérant de catégorie B a donné son démission avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sisteer International Holdings S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016089120/14.

(160057205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEASE, Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 38.718.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 28 janvier 2016*

8.3. Réviseur externe

La société Ernst & Young SA, dont le siège social est établi 35E avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, est désignée comme réviseur externe pour l'exercice 2016.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2017.

Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Marcel LEYERS / Charlotte LIES

*Administrateur-délégué / Directeur*

Référence de publication: 2016089125/15.

(160057242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Sogerom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.  
R.C.S. Luxembourg B 54.276.

Suivant décisions de l'assemblée générale des actionnaires prises en date du 11 décembre 2015, les mandats des administrateurs:

- Bruno DE GROOTE
- Pascal BRYNAERT
- Stefanou KYPRIANOS

ainsi que le mandat de commissaire aux comptes confié à la société à responsabilité limitée EUROPEAN AUDIT (RCS Luxembourg B 50956)

ont été reconduits pour une durée de 6 ans s'achevant avec la tenue de l'assemblée générale ordinaire prévue en 2021.

Référence de publication: 2016089153/15.

(160057053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Security Storage S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 37.680.

Par la présente, la société SECURITY STORAGE SARL fait part du changement d'adresse de l'associé Monsieur CHORUS Maximilian. Sa nouvelle adresse se situe à D-54338 Schweich, 1, Langkarl.

*Pour la société SECURITY STORAGE SARL*

Référence de publication: 2016089146/10.

(160056978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 2, rue Hildegard von Bingen.  
R.C.S. Luxembourg B 11.809.

## EXTRAIT

Il résulte d'une décision du collège échevinal de la ville de Luxembourg notifiée le 20 octobre 2015, que suite à un changement d'adresse le siège social de la société est désormais situé à l'adresse suivante:

2, rue Hildegard von Bingen L-1282 Luxembourg

Le 5 avril 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Head of Compliance and legal Department

Blaise GARBAN

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016089150/17.

(160057060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Schroeder & Associés, Société Anonyme.**

Siège social: L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins.

R.C.S. Luxembourg B 69.336.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 9 mars 2016*

Elle nomme aux fonctions d'administrateur-délégué avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016

Monsieur Thierry FLIES, demeurant 11, Rue Den Haag, L-8223 Mamer.

Il viendra à expiration à l'Issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SCHROEDER & ASSOCIES SA

Signatures

Référence de publication: 2016089144/14.

(160057152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**RMD International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 177.209.

Suite à un changement d'adresse d'associé, il convient de modifier les informations suivantes pour:

- Hans Karl Erik Petersson, 44 Väbyvägen, SE - 372643 Bräkne-Hoby par:

Hans Karl Erik Petersson, Dockgatan 27, SE - 211 12 Malmo (Sweden)

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016089105/13.

(160057185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Security Storage S.à r.l. et Cie SECS, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 163.762.

Par la présente, la société SECURITY STORAGE SARL ET CIE SECS fait part du changement d'adresse de l'associé Monsieur CHORUS Maximilian. Sa nouvelle adresse se situe à D-54338 Schweich, 1, Langkarl.

*Pour la société SECURITY STORAGE SARL ET CIE SECS*

Référence de publication: 2016089113/10.

(160056989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**SolaireHolding Ghana S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 188.376.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes en date du 17 mars 2016, suite notamment aux démissions de Monsieur Adrien Rollé de son mandat d'administrateur, de Monsieur Gilles Brunswick de son mandat d'administrateur et de la société Solaire Direct S.A. représentée par Jean-Pascal Pham-Ba, de son mandat d'administrateur:

- Madame Florence Poncelet, demeurant professionnellement au 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, est nommée administrateur, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes au 31 mars 2022;

- Monsieur Thierry Van den Hove, demeurant professionnellement au 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, est nommé administrateur, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes au 31 mars 2022;

- Monsieur Julien Pourquéry, demeurant professionnellement au 82, rue Lauriston, F-75116 Paris, est nommé administrateur, son mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes au 31 mars 2022;

- Le siège social de la Société est transféré du 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016089127/23.

(160057192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Streff - Data Protection Services (PSF) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 5, rue Pierre Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 11.477.

Par la présente, la société STREFF - DATA PROTECTION SERVICES (PSF) S.À R.L. fait part du changement d'adresse de l'associé ainsi que du gérant à savoir Monsieur CHORUS Maximilian. Sa nouvelle adresse se situe à D-54338 Schweich, 1, Langkarl.

*Pour la société STREFF - DATA PROTECTION SERVICES (PSF) S.À R.L.*

Référence de publication: 2016089134/11.

(160056949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---

**Cape North S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 146.128.

—  
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Madame Rika Mamdy, née le 4 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Patrick Goldschmidt.

- que Madame Rika Mamdy, née le 4 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Jean-Bernard Zeimet.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

*Pour Cape North S.A.*

Référence de publication: 2016090010/20.

(160058529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---

**Carrelages Wedekind S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-6776 Grevenmacher, 23, Potaschberg.  
R.C.S. Luxembourg B 53.410.

*Protokoll der Ausserordentlichen Gesellschafterversammlung vom 16. März 2016*

Die Aktionäre der Aktiengesellschaft, CARRELAGES WEDEKIND S.A., welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, haben folgende Beschluss gefasst:

Ernennung von einem neuen Verwaltungsratsmitglied ab sofort:

*1. Verwaltungsrat:*

Name: WEDEKIND  
Vorname: Maximilian  
Geburtsdatum- Ort: 11. November 1993 in Trier (DE)  
Amtsführung: Verwaltungsratsmitglied  
Privat- oder Berufsadresse der Privatperson: Frankenstrasse, 9 - D-54346 MEHRING

*2. Tägliche Geschäftsführung:*

Name: WEDEKIND  
Vorname: Maximilian  
Geburtsdatum- Ort: 11. November 1993 in Trier (DE)  
Amtsführung: Geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied  
Privat- oder Berufsadresse der Privatperson: Frankenstrasse, 9 - D-54346 MEHRING  
Zeichnungsberechtigung: Alleinige Zeichnungsbefugnis für die täglichen Geschäfte.  
Das Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahre 2020 stattfinden wird.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Für CARRELAGES WEDEKIND S.A.*

Unterschrift

*Der Verwaltungsrat*

Référence de publication: 2016090012/29.

(160059012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

**Coca-Cola Beverages Asia Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 8.320.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 147.609.

EXTRAIT

En date du 5 avril 2016, l'associé unique a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Peter Lundin, en tant que gérant A de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Madame Fionnuala Price, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant A de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090006/15.

(160059085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

**Cap Consultants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, 3, rue de Turi.  
R.C.S. Luxembourg B 103.153.

Le bilan au 31 août 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016090009/10.

(160058771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

**Euro Asia Consumer Fund II, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 204.658.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the second day of March.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

1) Euro Asia GP, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2 rue d'Alsace L-1122 Luxembourg, currently in the process of registration with the Trade and Companies Register of Luxembourg,

represented by Mr Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given, and

2) Mr. Günther HOTZ, born in Dornbirn (Austria), on 07 April 1966, professionally residing at Neugasse 15, 9490 Vaduz, Liechtenstein,

represented by Mr Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given on 23 February 2016.

The proxies signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves.

**Title I. Denomination, Registered Office, Duration, Object**

**Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company, a company in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "Euro Asia Consumer Fund II" (the "Company").

**Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined in article 17 hereof). The General Partner is authorized to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent allowed by Luxembourg law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may also be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to these Articles.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances article 19 shall apply.

**Art. 4. Object.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in assets with the aim of spreading investment risks and giving its shareholders the benefit of the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

**Title II. Share Capital - Shares**

**Art. 5. Share Capital.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in article 12 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares (each, a “Category”) namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) (“Management Shares”) and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) (“Ordinary Shares”) of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred herein to as a “share” and collectively as the “shares”, unless the context otherwise requires.

The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and thirty (30) Ordinary Shares fully paid-up and of no par value.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law, (each such compartment or sub-fund, a “Compartment”).

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Compartment.

The General Partner may create each Compartment for an unlimited or a limited period of time.

The shares to be issued in a Compartment may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a “Class”), the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner.

The general meeting of shareholders of a Compartment or Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate (“reverse split”) or split the shares of such Compartment or Class.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Compartment shall be invested pursuant to article 18 hereof in any kind of permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Compartment.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

**Art. 6. Issue of shares.** The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the issuing document of the Company (the “Issuing Document”), without reserving to existing shareholders preferential or preemptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to Ordinary Shares or may directly subscribe to shares, as determined by the General Partner and disclosed in the Issuing Document. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the “Commitment” or “Commitments”), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner. The procedures relating to subscriptions, Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the Issuing Document and the subscription agreement.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Issuing Document, the issue price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof plus any applicable charges, dilution levy, interest of similar charges as the Issuing Document may provide. The General Partner may also make any adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on an initial subscription price for the relevant Compartment or Class, as the Issuing Document may provide.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a “Defaulting Investor” and/or (as the case may be), “Defaulting Shareholder”) and referred to in the Issuing Document, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions to such Defaulting Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion in accordance with Luxembourg law and as detailed in the Issuing Document.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (“Eligible Investors”).

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the determination of the Net Asset Value is suspended pursuant to article 14 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by an auditor, to the extent required by Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant investor

unless the General Partner considers that the subscription in kind is in the interests of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his/her/its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of his/her/its loss of such status.

**Art. 7. Form of shares.** The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company nevertheless reserves the right to issue bearer shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Eligible Investor of the holders of bearer shares.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his/her/its residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him/her/it.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he/she/it might properly have to request a change in the registration of his/her/its shares.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of shares may be issued if so decided by the General Partner and disclosed in the Issuing Document. Such fractional shares shall not be entitled to vote (unless all fractions held by a shareholder represent together an entire share) but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to registered shareholders or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding. If issued, share certificates shall be at the expense of the requesting shareholder.

Share certificates, if applicable, shall be signed by the General Partner. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may from time to time determine. Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.

**Art. 8. Mutilation of shares.** If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his/her/its share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her/its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.



**Art. 9. Restriction on ownership.** The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

- (a) any person not qualifying as an Eligible Investor,
- (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or
- (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any disadvantage (notably any pecuniary disadvantage) which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any “U.S. Person”, as defined the case being in the Issuing Document.

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;
- c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and
- d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares:

(i) direct such shareholder to:

- (a) transfer his/her/its shares to a person qualified to own such shares, or
- (b) request the Company to redeem his/her/its shares, or

(ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares he/she/it hold in the following manner.

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the “Redemption Notice”) upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled.

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the “Redemption Price”) shall be an amount equal to the Net Asset Value per share in the Company of the relevant Class, determined in accordance with article 12 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood:

(i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and

(ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules.

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

## **Art. 10. Redemption and Conversion of Shares.**

### 10.1 General provisions

As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

### 10.2 Founding Shareholder redemption right

The founding shareholder(s) subscribing for Ordinary Shares at incorporation, may ask for the redemption of their shares to be effective at the time investors are issued new shares in the Company, in which case the redemption price per share shall be equal to the subscription price per share.

### 10.3 Redemption upon initiative of the Company

The General Partner has the authority to redeem shares up to the amount specified by it in its discretion in accordance with the distribution policy and the waterfall or other distribution mechanism (if any) described in the Issuing Document.

The General Partner may require the compulsory redemption of Ordinary Shares in the circumstances referred to in Article 9 of these Articles. The General Partner may further require the compulsory redemption of Ordinary Shares if the General Partner becomes aware that a holder of Ordinary Shares:

- a) has failed to provide any information or declaration required by the General Partner or any agent within the timeframe provided for in the Issuing Document,
- b) has violated any provision of the Issuing Document or of its subscription agreement;
- c) does not comply with the anti-money laundering requirements imposed on him;
- d) fails to comply with a drawdown notice;
- e) a shareholder's holding in a Compartment is less than the minimum holding fixed by the General Partner for the Compartment. In case of such a compulsory redemption, the shareholder concerned will receive a one month prior notice so as to be able to increase his holding above the minimum holding at the applicable Net Asset Value.
- f) more generally in the interest of the Company and/or its shareholders.

In such a case, the redemption procedure and price provided for in Article 9 shall apply, unless otherwise provided for in the Issuing Document.

The General Partner may (subject to the principle of equitable treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy the payment of the redemption price in whole or in part in kind by allocating to the relevant shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the Issuing Document. To the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of all investors, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company, unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Conversions of shares may be subject to the restrictions provided for in the Issuing Document. If conversions are authorised, conversion requests may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

### 10.4 Redemption upon initiative of shareholders

Unless otherwise provided for a specific Compartment or Class in the sales documents, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the sales documents and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by the shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less all applicable redemption fees and charges as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down, as the General Partner may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the General Partner provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 11 hereof.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the sales documents relating to the sale of such shares.

The General Partner may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The General Partner may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and, if required by the applicable laws and regulations, the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the applicable redemption

price attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents. To the extent required by the applicable laws and regulations, any such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, if any, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption is revocable under the conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, if any, and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Unless otherwise provided for in the sales documents, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Compartment into shares of another Class of that or another Compartment or the same Class of another Compartment at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents. The General Partner may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents. The conditions relating to the exercise of such right by the General Partner will (if any) be detailed in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If with respect to any given Valuation Day, redemption requests and conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner and set forth in the sales documents, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the relevant Compartment or Class and of the Company.

The General Partner may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, if any, or any other amount the Board should determine at its sole discretion.

If a redemption or conversion were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Compartment or Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time and publish in the sales documents of the Company, then that shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of that Compartment or Class. The General Partner may, in its absolute discretion, compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount under the conditions disclosed in the sales documents of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Compartments and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the Shares of certain Compartments, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of Shares suspended by the General Partner.

In the same circumstances, the General Partner may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

In addition to the foregoing, the General Partner may decide to temporarily suspend the redemption of shares if exceptional circumstances as set forth in Article 11, so warrant.

The General Partner or any duly appointed agent may further decide to compulsorily redeem shares (i) the subscription of which would not be made in accordance with the sales documents of the Company or (ii) whose wired subscriptions amounts would be insufficient to cover the relevant subscription price (including, for the avoidance of doubt, any applicable subscription charge). Such redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including among other the possibility for the Company to keep the difference between the redemption price and the subscription price when the latter is lower than the former or claim to the relevant investor that difference when the latter is higher than the former.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

### **Title III. Valuation - Determination of net asset value**

**Art. 11. Valuation Day/Frequency of calculation of net asset value per share.** The net asset value of shares shall, for the purposes of the redemption (if authorised by the Issuing Document), conversion (if authorised by the Issuing Document) and issue of shares, be determined by the Company, under the ultimate responsibility of the General Partner, from time to time, but in no instance less than once per year, as the General Partner may decide (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

**Art. 12. Determination of net asset value per share.** The net asset value of share of each Class within each Compartment (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company

attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, as at any such Valuation Day, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to three decimal places.

The General Partner has adopted a policy of valuing the investments of the Company at fair value. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles, provided that the General Partner may decide to use different accounting methods.

If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Compartment, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation until any subscription, redemption or conversion has been processed on the basis of the Net Asset Value so determined.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or any of its delegates, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

If provided for in the Issuing Document, the Net Asset Value may be adjusted as the General Partner may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off and insofar the Company shall be reimbursed for the same;
- 7) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in; and
- 8) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(a) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) securities listed and traded primarily on one or more recognized securities exchanges shall be valued at their last known prices as at the relevant Valuation Day;

(c) investment in underlying undertakings for collective investment is taken at their last official net asset value known in Luxembourg as at the relevant Valuation Day. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the General Partner;

(d) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognized quotation services or broker-dealers;

(e) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the General Partner determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued on the basis of the probable sale proceeds determined prudently and in good faith by the General Partner or in good faith using methods it considers appropriate.

Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Company/ relevant Compartment/Class as applicable shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling as at the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

For the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining Net Asset Value per share are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including without limitation administrative expenses, advisory and management fees, depositary fees and administrative agent fees);
- 4) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the General Partner, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, take into account all expenses payable by the Company. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

The assets and liabilities of the different Compartments or different classes shall be allocated as follows:

- (1) the proceeds to be received from the issue of shares of a Compartment shall be applied in the books of the Company to the relevant Compartment;
- (2) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Company to the same Compartment as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Compartment;
- (3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;
- (4) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on shares of any Compartment, the assets of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends; and
- (5) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to the Net Asset Value of the relevant Compartment or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

If there have been created within a Compartment two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

III. For the purpose of this Article:

- 1) Shares of the Company to be redeemed hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner as at the relevant Valuation Day and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- 2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner as at the relevant Valuation Day 0 and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;
- 3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value of the relevant Compartment is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset as at the relevant Valuation Day;
- 4) Where as at any Valuation Day the Company has contracted to:
  - (a) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
  - (b) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known as at the relevant Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

**Art. 13. Co-Management and Pooling.** The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Issuing Document.

**Art. 14. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue, redemption and conversion of shares.** The General Partner is authorized to temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value (and consequently the issue, redemption and conversion of shares) in any Compartment in the following cases:

- a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Compartment from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise

than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Compartment quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Compartment would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Compartment; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Compartment cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition, of investments or payments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

f) during any period when the dealing of the units/shares of an investment vehicle in which any substantial portion of assets of the relevant class is invested is restricted or suspended;

g) during any period when, in the opinion of the General Partner there exists unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Compartment;

h) upon General Partner's decision to convene a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company;

i) upon decision taken by the General Partner to liquidate a Compartment, on the day indicated in the notice, given in accordance with the Articles.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of any Compartment will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of shares of any other Compartment.

Investors having subscribed in the Company by way of direct subscriptions will be informed of the suspension. In addition, notices of suspension may be published in a Luxembourg daily newspaper if deemed appropriate by the General Partner.

Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

If relevant, the above provisions will apply mutatis mutandis in relation to the suspension of the Net Asset Value of one or more Class(es) within a Compartment.

#### **Title IV. Liability of holders of shares**

**Art. 15. Liability.** The holder(s) of Management Share(s) ("unlimited shareholder(s)", "associé(s) commandité(s)") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "limited shareholders", "actionnaires commanditaires") shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding Commitments, if any, and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

**Art. 16. Transfer of the Management Share.** The Management Share(s) held by the General Partner is/are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

#### **Title V. Management and Supervision**

**Art. 17. General Partner.** The Company shall be managed by Euro Asia GP (the "General Partner"), in its capacity as unlimited shareholder of the Company.

**Art. 18. Power of the General Partner.** The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The Company may be internally managed subject to the obtention of the relevant authorisation(s) or the General Partner may appoint another entity as designated alternative investment fund manager ("AIFM") in the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

Throughout these Articles, any reference to the General Partner shall be construed as referring to the General Partner or any duly appointed delegate as appropriate depending on the context.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as investment committees and advisory committees, as described more fully in the Issuing Document, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

**Art. 19. Signatory power.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the persons that were manager(s) of the General Partner at the time of such event appoint an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his/her/its appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

**Art. 20. Conflicts of interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the mere fact that the General Partner, the AIFM of the Company (if any), the investment advisor of the Company (if any) (each an “Interested Party”) or any one more of their shareholder, managers or officers is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The Interested Party or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of an Interested Party may have any personal interest in any transaction submitted for approval/analyse to the relevant Interested Party conflicting with that of the Company, that director or officer shall make such a conflict known to the relevant Interested Party and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the relevant Interested Party relates to current operations entered into under normal conditions.

The term “personal interest”, as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the General Partner at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 21. Approved Statutory Auditor.** The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law and the AIFM Law. The approved statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for the duration fixed by the meeting and until its successor is elected. Unless otherwise decided by the shareholders, the approved statutory auditor shall be appointed until the next annual general meeting of shareholders.

## **Title VI. General meeting**

**Art. 22. General meeting of shareholder.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of article 18 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. Unless otherwise provided for by the 1915 Law (as defined below), the General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner

setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the convening notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

To the extent required by law, the convening notice shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and in any other newspaper as determined by the General Partner.

**Art. 23. Annual general meeting.** The annual meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on first Wednesday of the month of June at 10.00 am. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 24. Quorum and voting.** If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his/her/its proxy, in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders may appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer. At the General Partner's discretion, a shareholder may also act at any meeting of shareholders by visioconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by a majority of the votes cast. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. Any reconvening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

#### **Title VII. Accounting year, Allocation of profits**

**Art. 26. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on 01 January and shall terminate on 31 December of the same year.

**Art. 27. Appropriation of profits.** Distributions shall be made in accordance with the provisions set forth in the Issuing Document under the form of redemption of shares, dividends or otherwise, as determined by the General Partner in accordance with the waterfall or other distribution mechanism (if any) provided for in the Issuing Document.

Certain distribution may be subject to a clawback, as further described in the Issuing Document.

No distribution of dividends shall be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.



The General Partner may, in its absolute discretion, omit to make all or part of a distribution under this Article and instead apply the amount not so distributed by way of set-off against amounts due from shareholders as more fully described in the Issuing Document.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares or certificates.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make distributions in kind to holders of Limited Shares or certificates, including in respect of securities that are not freely tradable.

### **Title VIII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 28. Dissolution of the Company.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators named by the general meeting of shareholders deciding such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine the powers and the remuneration of the liquidator(s). The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares in accordance with the waterfall or other distribution mechanism (if any) provided for in the Issuing Document.

**Art. 29. Merger of Compartments or classes of shares.** In the event that for any reason the value of the net assets in any Compartment or Class of shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Compartment or Class of shares concerned would justify it, the General Partner may decide to liquidate such Compartment or Class of shares by compulsory redemption of the shares issued in such Compartment or Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the General Partner otherwise decides in the interests of, or in order to ensure fair treatment of, the shareholders, the shareholders of the Compartment or Class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the effective date for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any Compartments or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, decide the redemption of all the shares of such Compartment or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation for the benefit of the persons entitled thereto. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with the Luxembourg law.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company or to another undertaking for collective investment or to another Compartment within such other undertaking for collective investment (the “new Compartment”) and to redesignate the shares of the Compartment concerned as shares of the new Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the shareholders concerned (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Compartment), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favor of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Compartment to another Compartment of the Company, to another undertaking for collective investment or to another compartment within such other undertaking for collective investment may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the Compartment concerned (upon proposal from the General Partner and with its approval). This general meeting will decide upon such an amalgamation by resolution taken with no quorum and by simple majority of the votes cast, except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign-based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing class who have voted in favour of the amalgamation.

## Title IX. Final provisions

**Art. 30. Depositary.** The Company shall enter into a depositary agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws (the "Depositary").

The Depositary shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by applicable laws and regulations, as amended from time to time.

The Company hereby expressly allows the General Partner to decide whether to grant a discharge of liability to the Depositary under the condition that this discharge is not prohibited by any applicable laws and regulations and shall be in place in accordance with the conditions set out in applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge of the Depositary's liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to any prospective or existing shareholder (an "Investor" or collectively the "Investors") in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 32 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge of the Depositary's liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby expressly authorises the General Partner to decide to agree upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, of any third party, including the Company's Depositary appointed from time to time.

**Art. 31. Preferential treatment of Investors.** Any Investor may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist:

- (i) in the diminution or removal of any applicable fees,
- (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses,
- (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive),
- (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties,
- (v) in the access to, or increased transparency of information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general,
- (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors),
- (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees,
- (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general to the extent authorised by Luxembourg law (including participation to their governing bodies and/or internal committees),
- (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions,
- (x) in increased or additional voting rights,
- (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or
- (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles and/or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the General Partner and/or the AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis:

- (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any Commitment taken vis-à-vis the Company,
- (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors,
- (iii) of the involvement in, or participation to the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general to the extent authorised by Luxembourg law, or
- (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the General Partner and/or the AIFM.

A Preferential Treatment may take the form:

- (i) of a contractual arrangement,
- (ii) of a side letter or
- (iii) of the creation of a specific category or Class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the General Partner and/or the AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all Investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a

Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this Investor are similar to any of the Investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 32 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

**Art. 32. Investor's Information.** Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"):

- (i) the Issuing Document, the Company's offering or marketing documentation,
- (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form,
- (iii) contract note, statement or confirmation in any other form,
- (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message,
- (v) publication in the (electronic or printed) press,
- (vi) the Company's periodic report,
- (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office,
- (viii) a third-party,
- (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and
- (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Issuing Document or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor:

- (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with applicable laws and regulations may be provided by means of a website without being addressed personally thereto, and
- (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Issuing Document or at the Company's or AIFM's registered office.

**Art. 33. Applicable law.** All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the AIFM Law, the Law and the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time to the extent applicable.

#### *Transitory provisions*

- (1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.
- (2) The first annual general meeting will be held on the first Wednesday of the month of June 2017 at 10.00 am.

#### *Subscription and Payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscribers	Management Share(s)	Ordinary Shares	Subscribed Capital
Euro Asia GP .....	1	-	1,000
Günther HOTZ .....	-	30	30,000
Total .....	1	30	31,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

*Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

*General meeting of shareholders*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

*First resolution*

The following is elected approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé” until the next general meeting of shareholders:

BDO Audit, Société Anonyme, having its registered office at 2 avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 147570.

*Second resolution*

The registered office of the Company is fixed at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7980. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080753/822.

(160046763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

**Poinsettia Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 204.638.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the tenth day of March.

Before the undersigned, Maître Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

POINSETTIA L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands registered under number 82730;

here represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “Poinsettia Luxembourg Holdings S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Lu-

xembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), represented by:

(a) fifteen thousand five hundred (15,500) class A shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class A Shares);

(b) five hundred (500) class B shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class B Shares);

(c) five hundred (500) class C shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class C Shares);

(d) five hundred (500) class D shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class D Shares);

(e) five hundred (500) class E shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class E Shares);

(f) five hundred (500) class F shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class F Shares);

(g) five hundred (500) class G shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class G Shares);

(h) five hundred (500) class H shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class H Shares);

(i) five hundred (500) class I shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class I Shares); and

(j) five hundred (500) class J shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (the Class J Shares).

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares and Class J Shares shall together be referred to as the Shares, each being a Share.

5.2. A Share Unit shall consist of (i) thirty one (31) Class A Shares and (ii) one (1) Share from each class of Shares, from B to J, held by the same holder (a Share Unit).

5.3. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Repurchase and Cancellation of Shares.**

6.1. The share capital of the Company may be reduced through, among others, the cancellation of Shares including by the repurchase and cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class J Shares).

6.2. In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares (in the order provided in article 6.1 above), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, to the Total Cancellation Amount and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class held by them. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.3. The reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares must be decided by the General Meeting, in the manner provided for an amendment of the Articles.

6.4. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount per class by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.5. The Total Cancellation Amount shall be the Available Amount calculated on the basis of the Interim Accounts unless otherwise resolved by the sole manager or the Board, as the case may be, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

6.6. The Available Amount in relation to a class of Shares to be repurchased and cancelled means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves (including, for the avoidance of doubt, the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be repurchased and cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles or in the reasonable opinion of the Board set aside to cover running costs of the Company and (iii) the amount to be allocated to the classes of Shares that are not repurchased and cancelled in accordance with article 17 of these Articles, each time as set out in the Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + RP)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be repurchased and cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles or in the reasonable opinion of the Board set aside to cover running costs of the Company

RP = the amount allocated to the classes of Shares that are not repurchased and cancelled in accordance with article 17 of these Articles

6.7. Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date and the Interim Account Date means the date no older than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares.

6.8. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

#### **Art. 7. Shares and Transfer of Shares.**

7.1. All Shares shall have the rights specified in these Articles of Association and the economic rights as indicated in Article 16.

7.2. Share premium contributed by shareholders shall be available as a freely distributable reserve on all classes of Shares and any distribution of share premium may be made on any single class of Shares.

7.3. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

7.4. Subject to Article 7.7, the shares are freely transferable between shareholders.

7.5. Subject to Article 7.7, when the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

7.6. Subject to Article 7.7, when the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

7.7. Any Shares may only be transferred as a Share Unit, that is, together with an equal number of all other classes of Shares held by that holder. Any transfer of Shares other than in accordance with this article 7.7 shall be void.

7.8. A Share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Upon acceptance of a Share transfer by the Company, any manager of the Company acting alone may take the necessary steps to update the share register of the Company and record the transfer therein.

7.9. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

### III. Management - Representation

#### Art. 8. Appointment and removal of managers.

8.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

8.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 9. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

#### 9.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 9.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

#### 9.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters, in case of a sole manager, by the signature of the sole manager and in case of two (2) or more managers, by the joint signature of any (2) managers, or if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 10. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholder(s)

##### **Art. 12. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.**

###### 12.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 12.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

###### 12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

##### **Art. 13. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

##### **Art. 14. Financial year and approval of annual accounts.**

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

14.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either

(a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

14.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on



the second Monday of June of each year at 3.00 p.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

#### **Art. 15. Auditors.**

15.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

15.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors (commissaires) are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

#### **Art. 16. Allocation of profits and Share distribution allocations.**

16.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

16.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends;
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend; and
- (v) taking into account the provisions of Article 17.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

16.4. The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions of Article 16.

16.5. The distributions (including, but not limited to, dividends and share premium distributions) declared, may be paid in any currency selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution funds into the currency of their payment. A distribution declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

### **VI. Distributions**

#### **Art. 17. Distribution Waterfall.**

17.1. In the event of a distribution on any Shares, such distributions shall be allocated always in accordance with the following:

- (i) An amount equal to ten per cent (10%) of the nominal value of each Class A Share shall be allocated equally to the holders of all Class A Shares; then
- (ii) Subject to (xi) below, an amount equal to nine per cent (9%) of the nominal value of each Class B Share shall be allocated equally to the holders of all Class B Shares; then
- (iii) Subject to (xi) below, an amount equal to eight per cent (8%) of the nominal value of each Class C Share shall be allocated equally to the holders of all Class C Shares; then
- (iv) Subject to (xi) below, an amount equal to seven per cent (7%) of the nominal value of each Class D Share shall be allocated equally to the holders of all Class D Shares; then
- (v) Subject to (xi) below, an amount equal to six per cent (6%) of the nominal value of each Class E Share shall be allocated equally to the holders of all Class E Shares; then
- (vi) Subject to (xi) below, an amount equal to five per cent (5%) of the nominal value of each Class F Share shall be allocated equally to the holders of all Class F Shares; then
- (vii) Subject to (xi) below, an amount equal to four per cent (4%) of the nominal value of each Class G Share shall be allocated equally to the holders of all Class G Shares; then

(viii) Subject to (xi) below, an amount equal to three per cent (3%) of the nominal value of each Class H Share shall be allocated equally to the holders of all Class H Shares; then

(ix) Subject to (xi) below, an amount equal to two per cent (2%) of the nominal value of each Class I Share shall be allocated equally to the holders of all Class I Shares; then

(x) Subject to (xi) below, an amount equal to one per cent (1%) of the nominal value of each Class J Share shall be allocated equally to the holders of all Class J Shares; then

(xi) The balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class of Shares in reverse alphabetical order (i.e. first to the Class J Shares, then, if no Class J Shares are in existence, to the Class I Shares, and continuing in such manner until only Class A Shares are in existence).

17.2. Any distribution amount payable on any class of Shares, unless specifically declared as payable, shall accrue and accumulate and shall be paid by the Company upon the repurchase and cancellation of such class of Shares.

## VII. Dissolution - Liquidation

### Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

18.2. After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set forth in Article 17.

## VIII. General provisions

### Art. 19. General.

19.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

19.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

19.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2016.

### *Subscription and payment*

POINSETTIA L.P., represented as stated above, subscribes to fifteen thousand five hundred (15,500) Class A Shares, five hundred (500) Class B Shares, five hundred (500) Class C Shares, five hundred (500) Class D Shares, five hundred (500) Class E Shares, five hundred (500) Class F Shares, five hundred (500) Class G Shares, five hundred (500) Class H Shares, five hundred (500) Class I Shares and five hundred (500) Class J Shares all in registered form and having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-).

The amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) is at the disposal of the Company and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers A of the Company for an unlimited period of time:

Mr. Cedric Alexandre Maurice Lucas, born in Metz, France, on 11 March 1978, with a professional address at 2800 Sandhill Road, Suite 200, Menlo Park, California 94025, USA; and

Mr. Raj Agrawal, born in Michigan, United States of America, on 5 April 1973, with a professional address at 2800 Sandhill Road, Suite 200, Menlo Park, California 94025, USA.

2. The following are appointed as managers B of the Company for an unlimited period of time:

Mr. Wolfgang Zettel born in Konstanz, Germany on 15 November 1962, with a professional address at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg; and

Mr. Stefan Lambert born in Trier, Germany on 8 January 1964, with a professional address at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3. The registered office of the Company is located at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le dixième jour de mars.

Par devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

POINSETTIA L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée selon les lois des Îles Caïmans, dont le siège social se situe à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman KY1-1104, Îles Caïmans, immatriculée sous le numéro 82730;

ici représentée par Peggy Simon, employée, dont l'adresse professionnelle est située à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est «Poinsettia Luxembourg Holdings S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments

de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans s'y limiter, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut exercer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000), représenté par:

(a) quinze mille cinq cents (15.500) parts sociales de classe A sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe A);

(b) cinq cents (500) parts sociales de classe B sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe B);

(c) cinq cents (500) parts sociales de classe C sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe C);

(d) cinq cents (500) parts sociales de classe D sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe D);

(e) cinq cents (500) parts sociales de classe E sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe E);

(f) cinq cents (500) parts sociales de classe F sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe F);

(g) cinq cents (500) parts sociales de classe G sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe G);

(h) cinq cents (500) parts sociales de classe H sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe H);

(i) cinq cents (500) parts sociales de classe I sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe I); et

(j) cinq cents (500) parts sociales de classe J sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe J).

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts Sociales de Classe J sont collectivement désignées les Parts Sociales, chacune une Part Sociale.

5.2. Une Unité de Parts se compose (i) de trente et une (31) Parts Sociales de Classe A et (ii) d'une (1) Part Sociale de chaque classe de Parts Sociales, de B à J, détenues par le même détenteur (une Unité de Parts).

5.3. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Rachat et Annulation de Parts Sociales.**

6.1. Le capital social de la Société peut être réduit par, entre autres, l'annulation de Parts Sociales y compris par le rachat et l'annulation d'une ou de plusieurs classes entières de Parts Sociales à travers le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette classe ou ces classes. En cas de rachats et annulations de classes de Parts Sociales, ces rachats et annulations de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe J).

6.2. En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 6.1 ci-dessus), cette classe de Parts Sociales donne droit à leurs propriétaires proportionnellement à leur détention dans cette classe, au Montant Total d'Annulation et les détenteurs des Parts Sociales de la classe de Parts Sociales rachetée

et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la classe concernée qu'ils détiennent. La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe de Parts Sociales qui sera rachetée et annulée.

6.3. La réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales doit être décidée par l'Assemblée Générale selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

6.4. La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par classe par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe de Parts Sociales qui sera rachetée et annulée.

6.5. Le Montant Total d'Annulation sera le Montant Disponible calculé sur la base des Comptes Intérimaires sauf décidé autrement par le gérant unique du Conseil, le cas échéant, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

6.6. Le Montant Disponible relatif à une classe de Parts Sociales à racheter et annuler signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) augmenté par (i) les réserves librement distribuables (y compris, pour éviter tout doute, la réserve de prime d'émission) et (ii) le cas échéant, le montant de la réduction du capital social et de la diminution de la réserve légale liés à la classe de Parts Sociales à racheter et annuler dans la mesure où cela correspond aux montants disponibles conformément à la loi, mais réduit (i) de toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) toute somme à placer en réserve(s) conformément aux exigences de la loi ou des Statuts ou de l'avis raisonnable du Conseil prévue pour couvrir les dépenses courantes de la Société et (iii) le montant à affecter aux classes de Parts Sociales qui ne sont pas rachetées et annulées conformément à l'article 17 des présents Statuts, chaque fois tel qu'indiqué dans les Comptes Intérimaires (sans double comptabilisation, en tout état de cause), de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + RP)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (comprenant les bénéfices reportés)

P = réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et réduction de la réserve légale relatifs à la classe de Parts Sociales à racheter et annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes à placer en réserve(s) conformément aux exigences de la loi ou des Statuts ou selon l'avis raisonnable du Conseil prévues pour couvrir les dépenses courantes de la Société

RP = le montant affecté aux classes de Parts Sociales qui ne sont pas rachetées et annulées conformément à l'article 17 des présents Statuts

6.7. Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires en question et la Date des Comptes Intérimaires signifie la date pas antérieure à huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la classe de Parts Sociales concernée.

6.8. Au moment du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale devient due et payable par la Société.

#### **Art. 7. Parts sociales et Cession de Parts Sociales.**

7.1. Toutes les Parts Sociales ont les droits spécifiés dans les présents Statuts et les droits économiques indiqués à l'Article 16.

7.2. La prime d'émission contribué par les associés doit être disponible en tant que réserve librement distribuable à toutes les classes de Parts Sociales et toute distribution de prime d'émission peut être faite à une seule classe de Parts Sociales.

7.3. Les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

7.4. Sous réserve de l'Article 7.7, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.5. Sous réserve de l'Article 7.7, lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

7.6. Sous réserve de l'Article 7.7, lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

7.7. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées qu'en tant qu'Unité de Parts, c'est-à-dire, avec un nombre égal de toutes les autres Parts Sociales détenues par ce détenteur. Tout transfert de Parts Sociales réalisé contrairement à la présente clause 7.7 sera considéré comme nul.

7.8. Une cession de Parts Sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. A l'acceptation du transfert de Parts Sociales par la Société, tout gérant de la Société, agissant individuellement, peut prendre les dispositions nécessaires pour mettre à jour le registre des parts sociales de la Société et y enregistrer le transfert.

7.9. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

8.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution des associés.

**Art. 9. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

##### 9.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### 9.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant aux lieux et aux heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les résolutions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, étant entendu que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la résolution. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

##### 9.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique en cas de gérant unique et par la signature conjointe de deux (2) gérants en cas de deux (2) gérants ou plus, ou si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, par la signature conjointe d'un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes les personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

**Art. 10. Gérant unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil, aux gérants ou à un gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

**Art. 11. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur mandat, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### IV. Associé(s)

#### Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

##### 12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 12.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (les Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

## 12.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales par le Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation.

(iii) Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte de ces résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, elle peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales le sont par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale à la majorité de voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées aux conditions de quorum et de majorité détaillées ci-dessus et elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

**Art. 13. Associé unique.** Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de pertes et profits, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de son ou ses gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de pertes et profits doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

14.5. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi de juin de chaque année à 15 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

### Art. 15. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

15.2. Dans les cas requis par la loi, les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont rééligibles par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être ou non des associés.

### Art. 16. Affectation des bénéfices et affectations de la distribution de Part Sociale.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette exigence cesse quand la Réserve Légale atteint un montant équivalent à dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider d'un paiement de dividende, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intérimaire; et

(v) compte tenu des dispositions de l'article 17.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement réalisés et les associés sont immédiatement tenus de rembourser l'excédent à la Société à la demande du Conseil.

16.4. Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés sur décision d'une assemblée générale des associés conformément aux dispositions de l'article 16.

16.5. Les distributions (en ce compris, sans s'y limiter, les dividendes et les distributions de prime d'émission) déclarées, peuvent être payées dans la devise choisie par le Conseil et payées aux moments et lieux que le Conseil déterminera. Le Conseil peut définir le taux de change final applicable à la conversion des fonds à distribuer dans la devise de leur paiement. Une distribution déclarée mais non payée sur une Part Sociale pendant cinq ans ne pourra plus être réclamée par la suite par le détenteur de cette Part Sociale, sera abandonnée par le détenteur de ladite Part Sociale et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les distributions déclarées mais non réclamées détenues par la Société pour le compte des détenteurs de Parts Sociales.

## VI. Distribution

### Art. 17. Distribution en Cascade.

17.1. En cas de distribution sur les Parts Sociales, ces distributions seront toujours affectées comme suit:

(i) Un montant égal à dix pour cent (10%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe A est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe A; puis

(ii) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à neuf pour cent (9%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe B est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe B; puis

(iii) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à huit pour cent (8%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe C est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe C; puis

(iv) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à sept pour cent (7%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe D est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe D; puis

(v) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à six pour cent (6%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe E est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe E; puis

(vi) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à cinq pour cent (5%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe F est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe F; puis

(vii) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à quatre pour cent (4%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe G est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe G; puis

(viii) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à trois pour cent (3%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe H est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe H; puis

(ix) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à deux pour cent (2%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe I est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe I; puis

(x) Sous réserve du point (xi) ci-dessous, un montant égal à un pour cent (1%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe J est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe J; puis

(xi) le solde du montant total distribué sera affecté dans sa totalité aux détenteurs de la dernière classe de Parts Sociales dans l'ordre alphabétique inversé (à savoir en premier les Parts Sociales de Classe J, puis, s'il n'y a plus de Parts Sociales de Classe J, les Parts Sociales de Classe I, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste que les Parts Sociales de Classe A).

17.2. Tout montant de distribution à toute classe de Parts Sociales, sauf si spécifiquement déclaré comme payable, s'accumule et est payé par la Société lors du rachat et de l'annulation de cette classe de Parts Sociales.



## VII. Dissolution - Liquidation

### Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être des associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

18.2. Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le boni de liquidation est distribué aux associés de manière à atteindre, sur une base globale, le même résultat économique que les règles de distribution fixées dans l'article 17.

## VIII. Dispositions générales

### Art. 19. Généralités.

19.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente-et-un (31) décembre 2016.

#### *Souscription et libération*

POINSETTIA L.P., représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à quinze mille cinq cents (15.500) Parts Sociales de Classe A, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe B, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe C, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe D, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe E, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe F, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe G, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe H, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe I, et à cinq cents (500) Parts Sociales de Classe J, toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-).

Le montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute nature que ce soit qui incombent à la Société en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

#### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, son associé unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants A de la Société pour une durée indéterminée:

M. Cédric Alexandre Maurice Lucas, né à Metz, France, le 11 mars 1978, avec adresse professionnelle au 2800 Sandhill Road, Suite 200, Menlo Park, Californie 94025, Etats-Unis d'Amérique; et

M. Raj Agrawal, né dans le Michigan, Etats-Unis d'Amérique, le 5 avril 1973, avec adresse professionnelle au 2800 Sandhill Road, Suite 200, Menlo Park, Californie 94025, Etats-Unis d'Amérique.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants B de la Société pour une durée indéterminée:

M. Wolfgang Zettel, né à Constance, Allemagne, le 15 novembre 1962, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg; et

M. Stefan Lambert, né à Trèves, Allemagne, le 8 janvier 1964, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Le présent acte notarié est passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, à la date mentionnée qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 mars 2016. Relation: GAC/2016/2087. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): C. BENTNER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080358/753.

(160046251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**CLSec 7 Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 325.913,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 201.763.

In the year two thousand and sixteen on the third day of February.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing at Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

CLSec Holdings 7 Limited, a limited liability company, organized under the laws of the Bermudas, having its registered office at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, and registered with the Bermuda Registrar of Companies under number 50754 (the "Sole Shareholder");

represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 13, Route de Luxembourg, L- 4761 Pétange, by virtue of proxies under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder, acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated herein above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of CLSec 7 Lux S.à r.l., a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 534, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 201763 (the "Company").

II.- That the 304,438 (three hundred four thousand four hundred thirty-eight) shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholder states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 21,475 (twenty-one thousand four hundred seventy-five United States Dollar) so as to raise it from its current amount of USD 304,438 (three hundred four thousand four hundred thirty-eight United States Dollar) to USD 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen United States Dollar) by the issuance of 21,475 (twenty-one thousand four hundred seventy-five) new shares each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar), subject to the payment of a global share premium in the aggregate amount of USD 193,275 (one hundred ninety-three thousand two hundred seventy-five United States Dollar);

2. Subscription and payment by the shareholder of the new shares by way of contribution in kind;

3. New composition of the shareholding of the Company;

4. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 21,475 (twenty-one thousand four hundred seventy-five United States Dollar) so as to raise it from its current amount of USD 304,438 (three hundred four

thousand four hundred thirty-eight United States Dollar) to USD 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen United States Dollar) by the issuance of 21,475 (twenty-one thousand four hundred seventy-five) new shares each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium in the aggregate amount of USD 193,275 (one hundred ninety-three thousand two hundred seventy-five United States Dollar), the whole to be fully paid up through contribution in kind.

#### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder declares to subscribe the New Shares together with the Share Premium in the Company.

The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares and the Share Premium have been fully paid-up by the Sole Shareholder through contributions in kind as described below.

#### *Description of the Contribution*

The Contribution made by the Sole Shareholder in exchange of the issuance of the New Shares consists in:

- 1 (one) ordinary share with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar), representing the entire share capital of AS Air Lease XXV (Ireland) Ltd., a limited liability existing under the laws of Ireland, having its registered office at 28-32 Pembroke Street Upper, Dublin 2, Ireland, registered with the Companies Registration Office; and
- a receivable amounting to USD 214,750 (two hundred fourteen thousand seven hundred fifty United States Dollar), (hereafter referred to as the "Contribution" or the "Assets")

#### *Second resolution:*

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares through the Contribution.

#### *Valuation*

The valuation of the Assets has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value effective as of 2 February 2016, which shall remain attached to this deed to be promptly filed with such deed with the registration authorities.

#### *Evidence of the Contribution's existence*

A proof of the Contribution has been given to the Company.

#### *Managers' intervention*

Thereupon intervene:

- a) Hervé Marsot, manager;
- b) Julie K. Braun, manager; and
- c) Timothy Fenwick, independent manager,

all represented here by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy contained in a statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

#### *Third resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed as follows:

Sole Shareholder: 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen) shares each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar).

The notary acts that all the 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen) shares mentioned above, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be below taken.

#### *Fourth resolution:*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so that it shall now read as follows:

“ **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen United States Dollar), represented by 325,913 (three hundred twenty-five thousand nine hundred thirteen shares, each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar).”

No other amendments shall be made to this article.

There being no further matter to discuss the meeting was closed.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le troisième jour du mois de février.

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire établi à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CLSec Holdings 7 Limited, une société à responsabilité limitée établie en constituée selon les lois de Bermuda, ayant son siège social à Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, immatriculée auprès du registre de commerce de Bermuda sous le numéro 50754 (l'«Associé Unique»);

représenté par Mme Sofia Afonso Da-Chao Conde, employée privé, résidant professionnellement à 13, Route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu du procuration sous seing privé.

La partie comparante, représentée telle que décrit ci-dessus, a prié le notaire instrumentaire de prendre acte que:

I. La partie comparante est l'associé unique de CLSec 7 Lux S.à r.l. une société à responsabilité limitée établie en constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 201763. (la «Société»).

II. Les 304.438 (trois cent quatre mille quatre cent trente-huit) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar Américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment et préalablement informé.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de USD 21,475 (vingt-et-un mille quatre cent soixante quinze Dollar Américain) afin de le porter de son montant actuel de USD 304.438 (trois cent quatre mille quatre cent trente-huit Dollar Américain) à USD 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize Dollar Américain) par l'émission de 21,475 (vingt-et-un mille quatre cent soixante quinze) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar Américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de USD 193,275 (cent quatre-vingt treize mille deux cent soixante-quinze Dollar Américain);

2. Souscription et libération par l'associé unique des nouvelles parts sociales par voie d'apport en nature;

3. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

4. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société; et

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

#### *Première résolution:*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de USD 21,475 (vingt-et-un mille quatre cent soixante quinze Dollar Américain) afin de le porter de son montant actuel de USD 304.438 (trois cent quatre mille quatre cent trente-huit Dollar Américain) à USD 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize Dollar Américain) par l'émission de 21,475 (vingt-et-un mille quatre cent soixante quinze) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar Américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de USD 193,275 (cent quatre-vingt treize mille deux cent soixante-quinze Dollar Américain), le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature.

#### *Deuxième résolution:*

L'Associé Unique décide ensuite d'accepter la souscription et la libération des Nouvelles Parts Sociales par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

#### *Intervention - Souscription - Paiement*

L'Associé Unique déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales.

L'émission des Nouvelles Parts Sociales est également soumise au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts Sociales et la Prime d'Emission ont été entièrement souscrites par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

### *Description de l'apport*

L'apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales, est composé de:

- 1 (une) action ordinaire, d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar Américain), représentant la totalité du capital social d'AS Air Lease XXV (Ireland) Ltd., une société à responsabilité limitée, de droit irlandais, ayant son siège social à 28-32 Pembroke Street Upper, Dublin 2, Irlande, enregistrée auprès de registre de commerce irlandais; et
- une créance d'un montant de USD 214,750 (deux cent quatorze mille sept cent cinquante Dollar Américain) (l'«Apport» ou les «Actifs»).

### *Evaluation*

L'évaluation des Actifs a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 2 février 2016, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

### *Preuve de l'existence de l'Apport*

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée à la Société.

### *Intervention des gérants*

Interviennent ensuite:

- a) Hervé Marsot, gérant;
- b) Julie K. Braun, gérante; et
- c) Timothy Fenwick, gérant indépendant.

Tous représentés par Mme Sofia Afondo Da-Chao Conde, prénommé, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport visée ci-dessus.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, acceptent expressément la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

### *Troisième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- l'Associé Unique: 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize) parts sociales;

Le notaire constate que les 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

### *Quatrième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à USD 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize Dollar Américain) représenté par 325,913 (trois cent vingt-cinq mille neuf cent treize) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune.»

Aucune autre modification n'étant apportée à cet article.

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que sur demande de la personne comparante, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, au jour en tête du présent document.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 février 2016. Relation: EAC/2016/3296. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016080009/195.

(160046049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Fondation André et Henriette Losch, Fondation.**

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg G 208.

—  
*Bilan au 31 décembre 2015*  
*(exprimé en EUR)*

Actif	2015	2014
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		
Immobilisations financières . . . . .	1 100 000,00	0,00
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE</b> . . . . .	<u>1 100 000,00</u>	<u>0,00</u>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux et en caisse . . . . .	2 479 496,54	3 167 755,79
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b> . . . . .	<u>2 479 496,54</u>	<u>3 167 755,79</u>
<b>TOTAL ACTIF</b> . . . . .	<u>3 579 496,54</u>	<u>3 167 755,79</u>
<b>Passif</b>		
<b>FONDS PROPRES</b>		
Dotations Initiales . . . . .	1 000 000,00	1 000 000,00
Résultats reportés . . . . .	2 117 055,79	1 736 730,85
Résultat de l'exercice . . . . .	419 513,99	380 324,94
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b> . . . . .	<u>3 536 569,78</u>	<u>3 117 055,79</u>
<b>DETTES</b>		
Dettes non subordonnées dont la durée résiduelle est inf. à un an . . . . .	42 926,76	50 700,00
<b>TOTAL DETTES</b> . . . . .	<u>42 926,76</u>	<u>50 700,00</u>
<b>TOTAL PASSIF</b> . . . . .	<u>3 579 496,54</u>	<u>3 167 755,79</u>

Les notes font partie intégrante des comptes annuels.

*Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015*  
*(exprimé en EUR)*

	31/12/2015	31/12/2014
<b>CHARGES</b>		
Don à la Fondation EME écouter pour mieux entendre . . . . .	17 000,00	20 000,00
Don à l'association sans but lucratif Trauerwee . . . . .	10 000,00	5 000,00
Don à l'Université de Luxembourg . . . . .	36 726,76	99 000,00
Don au Centre Hospitalier de Luxembourg . . . . .	26 961,00	-
Frais en relation avec les dons . . . . .	5,00	2 243,30
Autres charges externes . . . . .	2 019,62	1 200,00
Résultat de l'exercice . . . . .	419 513,99	380 324,94
<b>TOTAL CHARGES</b> . . . . .	<u>512 226,37</u>	<u>507 768,24</u>
<b>PRODUITS</b>		
Don reçus . . . . .	501 035,00	501 430,00
Autres intérêts et produits assimilés . . . . .	11 191,37	6 338,24
<b>TOTAL PRODUITS</b> . . . . .	<u>512 226,37</u>	<u>507 768,24</u>

**Annexes**  
**31 décembre 2015**

**Note 1. Généralités.** Fondation André et Henriette Losch (ci-après «la Fondation») a été créée le 8 avril 2010 et agréée par arrêté grand-ducal du 1 mai 2010 sous forme d'une Fondation de droit luxembourgeois.

Le siège est établi à: 5, rue de Joncs, L-1818 Howald.

L'exercice social commence le 1 janvier et finit le 31 décembre.

La Fondation a pour objet l'assistance dans le Grand-Duché de Luxembourg en faveur d'enfants atteints de maladie graves ou malformations ou handicapés cérébraux moteurs et de leurs familles soit en se consacrant directement aux tâches envisagées dans l'objet social soit en s'associant à des organisations privées ou publiques.

La Fondation a été constituée pour une durée illimitée.

**Note 2. Principes, Règles et méthodes comptables.** Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

### Conversion des devises

La Fondation tient sa comptabilité en euros (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise. Les transactions effectuées dans une devise autre que l'EUR sont converties en EUR au cours de change en vigueur à la date de transaction. Les actifs, autres que les actifs immobilisés, et passifs en devises sont convertis en euros (EUR) aux taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes réalisés ainsi que les pertes non-réalisées calculés au moment de la conversion sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique. En cas de dépréciation qui, de l'avis du Conseil d'Administration, revêt un caractère durable, ces immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à attribuer à la date de clôture.

**Note 3. Dotations initiales et dons reçus.** La Fondation a reçu suite à sa création les apports et dons suivants en espèces de la part de:

#### Dotations initiales:

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 25.05.2010

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 27.05.2010

#### Dons reçus au cours des exercices précédents:

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 05.12.2011

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 06.12.2011

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 19.12.2012

André et Henriette Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 20.12.2012

André Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 17.12.2013

André Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 03.12.2014

Dons divers: quatorze mille trois cents soixante cinq euros (14 365,-) au cours de l'exercice 2013 Dons divers: mille quatre cents trente euros (1 430,-) au cours de l'exercice 2014

#### Dons reçus au cours de l'exercice:

André Losch: cinq cent mille euros (500 000,-) le 20.11.2015

Dons divers: mille trente-cinq euros (1 035,-) au cours de l'exercice 2015

**Note 4. Personnel.** La Fondation n'emploie pas de personnel.

### Note 5. Dons reçus et alloués.

Dons reçus (y compris dotation initiale)	EUR
Au début de l'année . . . . .	4 015 795,00
Additions . . . . .	<u>501 035,00</u>
A la fin de l'année . . . . .	4 516 830,00
Dons alloués jusqu'au 31 décembre 2015	EUR
Fondation kriibskrank Kanner-Rénovation d'une maison . . . . .	456 001,88
Mathellef . . . . .	260 000,00
Centre Hospitalier de Luxembourg . . . . .	67 291,95
Fondation Autisme Luxembourg -Financement d'un véhicule . . . . .	38 556,42
Association sans but lucratif Iles aux clowns . . . . .	20 221,80
Fondation EME écouter pour mieux entendre . . . . .	37 000,00
Association sans but lucratif Trauerwee . . . . .	10 000,00
Université du Luxembourg (projet COSMIC) . . . . .	<u>99 000,00</u>
	988 072,05
Engagements de financement non encore payés	EUR
Association sans but lucratif Trauerwee . . . . .	5 000,00
Université du Luxembourg-LCSB . . . . .	<u>36 726,76</u>
	41 726,76

**Note 6. Budget.** Avant la fin de l'année 2016, la Fondation compte recevoir des dons supplémentaires de la part de ses donateurs réguliers en principe en ligne avec les dons reçus au cours des exercices précédents.

Plusieurs projets sont en cours comme suit:

U66 Unité d'hospitalisation du Service Pédiopsychiatrie: un espace extérieur multi-activités protégé estimation des travaux: EUR 20 000 ttc.

GE Healthcare Giraffe Shuttle: véhicule coût EUR 24 000 ttc.

De Leederwon A.S.B.L.: véhicule coût EUR 58 725,67 ttc.

Science Centre: un budget allant jusqu'à EUR 250 000 pour le volet automobile du Science Centre.  
Plusieurs autres projets, notamment dans le domaine de la médecine, sont actuellement sous étude.  
Référence de publication: 2016080781/111.  
(160047224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**De Beers, Société Anonyme.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 78.985.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 23 mars 2016 au siège social de la société, les décisions suivantes ont été prises:

Acceptation de la démission de Monsieur M. Kahijoro Kahuure, avec adresse professionnelle au 46a, Plot bâtiment Kapps Farm, SWA Windhoek, Namibie, de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 25 novembre 2015.

Nomination de Monsieur Simeon Negumbo, avec adresse professionnelle au 6 Aviation Road, Windhoek, Namibie, en tant qu'administrateur de la société avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires de la société qui se tiendra en 2022.

Nomination de Monsieur Nimesh Patel, avec adresse professionnelle au 17 Charterhouse Street, EC1N 6RA Londres, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur de la société avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires de la société qui se tiendra en 2022.

Renouvellement du mandat de Deloitte Audit S.a r.l., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises de la société, avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes annuels se terminant au 31 décembre 2016.

Nomination de Monsieur Arjan Kirthi Singha, avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la société, avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes annuels se terminant au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 avril 2016.

Référence de publication: 2016089373/25.

(160057829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---

**Cityhold Peak S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 4.770.000,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4a, rue Henri Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 169.574.

*Extrait rectificatif du dépôt L160049316 du 22 mars 2016*

L'associé unique de la Société a décidé, par voie de résolutions écrites, adoptées le 21 mars 2016, d'accepter les démissions des personnes suivantes en tant que gérants de la Société, avec effet au 21 mars 2016:

- Johan Kuylenstierna,
- Cliff Langford,
- Elisabeth Skog,
- Lisa Flodin,
- Robert Viksten.

L'associé unique de la Société a également décidé de nommer

- Timothy Horrocks, résidant professionnellement au Bockenheimer Landstr. 24, D-60323 Francfort
  - Tamas Benyi, résidant professionnellement au 4a rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg
  - Dominic Bursucanu, résidant professionnellement au 4a rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg
- en tant que nouveaux gérants de la Société, avec effet au 21 mars 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Cityhold Peak S.à r.l.*

Référence de publication: 2016089328/23.

(160057890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---